

Un pays surreprésenté et suradministré, un keynsianisme simplet et le poids des rentes expliquent une déresponsabilisation des citoyens au cœur d'un système à la dérive

## « La socialisation des esprits nous interdit toute réflexion collective sur l'efficacité de la dépense publique »

### Entretien

Président des Cahiers verts de l'économie, l'économiste Jean-Pierre Petit s'inquiète d'un **étatisme que rien n'arrête** : « La totalité de la dérive de la dépense publique depuis quarante ans s'explique par les dépenses de fonctionnement des administrations publiques et de transferts sociaux. »

Entretien Cyrillic Lachevre

Où en est la France, aujourd'hui, en termes de dépenses publiques ?

La réalité des choses, c'est que la France est un pays profondément socialiste, qui n'a cessé de l'être au 20<sup>e</sup> et qui l'est encore au début du XXI<sup>e</sup> siècle. La dépense publique équivalait à 57% du PIB alors qu'elle était de 45% en 1980, 40% en 1974, 35% en 1960 et 26% en 1938! Nous occupons le neuvième rang mondial pour la dépense publique. Parmi les pays comparables, seuls la Finlande et le Danemark sont encore proches de nous. Pire, la France s'éloigne de la moyenne de la zone euro (50% de dépense publique) et est très loin devant l'Allemagne qui n'y consacre que 45% de son PIB.

Mais tout n'est pas forcément mauvais dans la dépense publique...

Non, même les plus libéraux ne contestent pas que l'Etat ait un rôle clé à jouer dans les dépenses de recherche, d'éducation ou en matière d'investissement, par exemple. Mais le problème de la dépense publique en France est qu'elle n'est plus consacrée aux dépenses d'avenir. La totalité de la dérive depuis quarante ans s'explique par les dépenses de fonctionnement des administrations publiques et de transferts sociaux. Les dépenses de personnel (qui servent à payer les 5,5 millions de fonctionnaires) représentent 23% des dépenses et 13% du PIB. A titre de comparaison, les chiffres correspondants en Allemagne comptent pour 17% de la dépense publique et 8% du PIB. Parallèlement, la dépense publique sociale a explosé et elle a financé le non-travail et l'assistantat de façon croissante. Les dépenses publiques sociales représentent 33% du PIB, ce qui nous place, dans ce domaine, loin devant tous les autres pays développés. Et cette surprotection ne nous a pas empêché d'avoir plus d'un million de pauvres sur les dix dernières années. C'est aussi en cela que la France est de plus en plus socialiste.

En quoi cette tendance est-elle problématique ?

Le plus frappant, c'est la socialisation des esprits. Nous n'avons pas de réflexion collective sur l'efficacité, l'évaluation ou même la légitimité de la dépense publique. Nos seuls débats portent sur les ajustements compatibles à effectuer en fonction des contraintes de Bruxelles. L'argument des défenseurs du « modèle français » consiste notamment à prétendre que le poids des dépenses publiques n'est qu'un faux débat car si l'Etat n'était pas là, nous devrions prendre nous-mêmes en charge nos dépenses d'éducation, de retraite et de santé... et qu'à la fin des fins, nous dépenserions autant, voire plus! Ce type de propos est significatif et démontre combien le socialisme est dans nos têtes. De tels arguments réfutent ainsi la distinction entre dépense publique et privée. En poussant le raisonnement jusqu'au bout, les dépenses collectives pourraient complètement se substituer aux dépenses individuelles et couvrir l'ensemble du champ de la consommation (énergie, alimentaire, loisirs...) en privant les citoyens de leur liberté de choix. On ne décide plus de rien et on n'a aucun signal de prix sur nos dépenses et leur efficacité, d'où des gâchis multiples. Bref, la responsabilité du producteur et du consommateur est nulle.

Comment expliquer ce mal français ?

D'abord l'inflation démocratique. Notre pays est surreprésenté (l'une des plus fortes proportions d'élus au monde) et suradministré, avec notamment le millefeuille administratif et politique que l'on connaît. Un homme politique raisonne comme un fonctionnaire (d'autant que ces derniers sont archi-surreprésentés dans le monde politique); son pouvoir se mesure à ce qu'il peut dépenser, au nombre



L'économiste Jean-Pierre Petit.

d'agents qu'il « gère » ou au nombre de textes qu'il dépose. Résultat, le code du travail a vu son nombre d'articles multiplié par 2,5 en dix ans. Selon le dernier classement du World Economic Forum, la France se classe 107<sup>e</sup> pays au

monde pour la flexibilité de son marché du travail. Dépenser c'est gouverner est par ailleurs le principe de base de la classe politique française. A cela s'ajoutent son keynésianisme simplet et le poids des rentes aussitôt sanctuarisées une fois accordées. La déresponsabilisation des citoyens via les dérives budgétaires est au cœur du système.

Comment peut-on changer cela ?

Le seul moyen est un traitement de choc. Et il ne peut venir que de trois facteurs : les deux premiers sont, soit une attaque des marchés, soit une vraie rupture avec l'Allemagne. Mais ces scénarios ne sont pas les plus probables. La France ayant adopté l'euro il y a vingt ans pour précisément se protéger de toutes sanctions des marchés. C'est d'ailleurs depuis que nous

sommes dans la monnaie unique que nous multiplions les erreurs (envolée des dépenses publiques, chute de compétitivité, 35 heures, bulles immobilières...). A tel point qu'aujourd'hui, nous pouvons dire à l'Allemagne, sans grands risques d'être sanctionnés : « Ce sont nos déficits, mais c'est votre problème » en arguant du fait que si nous coulons, tout le monde coule avec nous. La troisième source de traitement de choc est de nature politique : l'élection de Marine Le Pen. La rhétorique lepéniste, à l'instar du péronisme argentin, repose sur un Etat ultraprotecteur qui allie socialisme et protectionnisme. C'est peut-être ce choc-là qui pousserait enfin les Français à comprendre que c'est l'« Etat maman » qui nourrit notre déclin.

@CyrillicLachevre

IMMENSEMENT PRÉCIEUX

En 1870, non loin de la ville de Maragogype, au Brésil, les variétés d'Arabica ont subi une évolution naturelle qui a donné naissance à un grain géant. Ce grain présente une délicatesse et un raffinement qui le distinguent de tout autre grain de café cultivé dans le même environnement. Les Experts Café Nespresso ont sélectionné pour vous les meilleurs grains Maragogype d'Amérique centrale et du Sud pour créer l'Édition Limitée Special Reserve Maragogype. Ils ont également créé, en collaboration avec les maîtres verriers de Riedel, un duo de verres de la collection Reveal, révélant toute la finesse aromatique de ce Grand Cru.

SPECIAL RESERVE

Maragogype

\*Quoi d'autre ?

www.nespresso.com/maragogype

NESPRESSO  
What else?